



Formation emploi

Revue française de sciences sociales

105 | janvier-mars 2009
Pêle-mêle

Présentation de l'ouvrage *Mobilités étudiantes sud nord trajectoires scolaires de Marocains en France et d'insertion professionnelle au Maroc*

Catherine Agulhon



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/1878>

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2009

Pagination : 83-87

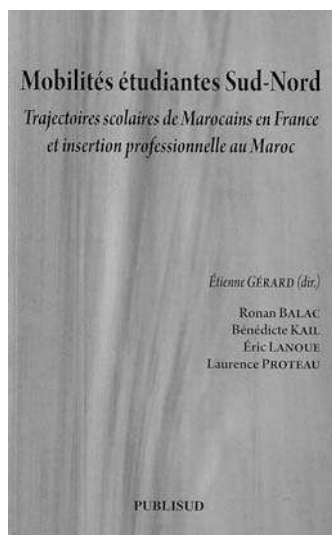
ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Catherine Agulhon, « Présentation de l'ouvrage *Mobilités étudiantes sud nord trajectoires scolaires de Marocains en France et d'insertion professionnelle au Maroc* », *Formation emploi* [En ligne], 105 | janvier-mars 2009, mis en ligne le 27 novembre 2009, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/1878>

Présentation de l'ouvrage « Mobilités étudiantes Sud-Nord. Trajectoires scolaires de Marocains en France et d'insertion professionnelle au Maroc »

Par Catherine Agulhon*



Les mobilités étudiantes retiennent l'attention des instances politiques internationales ces dernières années. Attraction ou sélection d'un côté, retour ou fuite des cerveaux de l'autre, la question introduit une concurrence vive entre les pays occidentaux qui accueillent ces populations, comme plusieurs auteurs dont A. Vinokur en attestent dans un numéro récent de *Formation Emploi* (Vinokur, 2008). Elle s'inscrit dans une certaine marchandisation

de l'enseignement supérieur quand certains pays (Royaume-Uni, Australie) font payer de lourds frais d'inscription aux étudiants étrangers. Cependant, au-delà des discours et des injonctions, il est de fait que peu de recherches permettent de réellement

comprendre tant les politiques mises en œuvre que les trajectoires des étudiants migrants.

L'ouvrage, coordonné par Étienne Gérard, chercheur à l'IRD (Institut de recherche pour le développement), vient donc combler partiellement un vide. Il répond à de nombreuses interrogations sur la gestion des politiques et des flux d'étudiants étrangers en France, sur leur mode de vie et leurs trajectoires universitaires, sur les processus identitaires que produit cette migration temporaire, sur les aspirations au retour qui s'assortissent de nombreuses difficultés d'insertion professionnelle et sociale.

Cet ouvrage rassemble des matériaux de différentes origines – textes et données officiels, enquêtes quantitatives et qualitatives produites spécifiquement –,

* **Catherine Agulhon** est maître de conférence en sciences de l'éducation à l'université Paris Descartes-laboratoire Cerlis (Centre de recherche sur les liens sociaux).

ce qui en constitue la richesse. Cinq auteurs donnent chacun un éclairage sur ce phénomène complexe, d'autant plus difficile à saisir que les données sont toujours partielles, tant celles officielles que celles construites dans le cadre d'une recherche. Une enquête par questionnaire auprès de 500 jeunes étudiants marocains dans cinq villes universitaires françaises a été complétée par une centaine d'entretiens approfondis. Ce corpus d'importance permet aux auteurs de dépasser les descriptions sommaires et les réponses lapidaires que recueille le questionnaire ; il nous donne accès à une connaissance plus intime de trajectoires souvent chaotiques. Cinq chapitres abordent différentes facettes du problème. Après un rappel historique de ces migrations depuis 1970, sont abordés les conditions matérielles de cette population, son hétérogénéité sociale et ses incidences en termes de stratégie et de trajectoire, les parcours universitaires – reflet des attentes et des représentations des diplômés et des emplois –, enfin, la question du retour et des trajectoires d'insertion.

Comme le rappelle E. Gérard, le Maroc a, de par son histoire coloniale, des liens étroits avec la France. Le système scolaire est un produit de la colonisation, la langue française y reste concurrente de la langue arabe. Mais la scolarisation se diffuse lentement. On compte des écarts importants entre les villes et les campagnes, entre les classes sociales et, au final, seul 10 % d'une classe d'âge entre dans l'enseignement supérieur et, pour une bonne part, à l'étranger (un étudiant sur sept), tant l'offre locale est encore insuffisante. Ce sont ainsi 30 000 des 300 000 étudiants marocains qui poursuivent des études en France. Il y a là, à la fois, une tradition, et un renouvellement récent. Les données de la DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) offrent une assez bonne photographie des flux entrants. Elles permettent également de préciser la concentration des effectifs sur différents paramètres : la discipline, le lieu, la durée des études. En France, on trouve les jeunes marocains plutôt en sciences économiques et en sciences et technologies, et pour une bonne part en troisième cycle (M et D – master et doctorat – aujourd'hui), plutôt dans la capitale et la région parisienne et de façon moindre en province. On constate un allongement des durées de formation, au tournant du siècle.

Cette circulation des étudiants n'est pas sans effet, précise E. Gérard, sur l'intégration du Maroc dans l'économie internationale et sur le fonctionnement du système économique et social national, perméable ainsi à des influences extérieures.

La population étudiante marocaine n'affiche pas un repli communautaire ; au contraire, elle est plus ouverte que d'autres populations étrangères, elle est aussi hétérogène sur bien des plans, sociaux et scolaires. Comme l'analyse E. Lanoue, elle se trouve confrontée à des difficultés matérielles, dont l'accès au logement est le reflet. À l'arrivée, le tiers de ces jeunes peuvent compter sur des relations sur place. Mais ensuite, ils paient cher leur autonomie. Face à la pénurie de chambres universitaires, les jeunes prennent en majorité des chambres en ville, qui grèvent leur budget et les obligent à travailler, ce qui n'est pas sans incidence sur leurs parcours. Même si la plupart sont aidés financièrement par leur famille, ces jeunes travaillent (60 %) et vivent la précarité, mais ils n'en poursuivent pas moins leurs études avec acharnement. Ces jeunes cherchent à s'émanciper, à s'ouvrir sur de nouveaux réseaux de sociabilité. Mais les conditions matérielles font souvent de ce séjour une épreuve désenchantée, même si ces étudiants ne perdent pas de vue leur objectif, le diplôme.

Dans les familles bourgeoises marocaines, venir étudier en France est devenu une tradition, une part de ces étudiants reproduisent un modèle et sont des « héritiers » ; ils ont plus souvent que d'autres fréquenté les lycées français et sont titulaires du baccalauréat et suivent plus que d'autres une formation en Grande École et sont ainsi intégrés dans des réseaux sociaux forts. Mais, depuis une quinzaine d'années, la scolarisation se diffuse au Maroc, et la demande de poursuite à l'étranger aussi. Deux nouvelles catégories viennent grossir les rangs de ces étudiants, des jeunes de classes moyennes qui sont les premières générations à fréquenter l'université et près de 40 % de jeunes de milieux populaires, moins soutenus tant par un réseau social marocain en France que par l'aide matérielle de leurs parents. En promotion sociale pour les premiers, en ascension pour les seconds, ces jeunes prennent à cœur de réussir leurs études. Si des différences manifestes distinguent les histoires scolaires familiales, les jeunes « pionniers » ou « d'avant-garde » ne tirent

pas moins des bénéfices symboliques et concrets de ce séjour en France. Ce chapitre est agrémenté de séquences qui mettent en scène les histoires familiales scolaires de ces jeunes et distinguent les attributs des « héritiers », des « pionniers » et d'une « avant-garde » ; ces histoires rendent compte d'une transformation rapide et profonde du rapport à l'École et au savoir dans la société marocaine, d'une mobilité scolaire et sociale qui s'accélère. Elles révèlent encore qu'il subsiste des décalages profonds entre les milieux sociaux.

La quête de rationalisation et d'efficacité des études supérieures et des diplômes est l'une des questions mises sur le devant de la scène politique. Elle justifie une grande partie des réformes en Europe et, à leur suite, en Afrique du Nord. L'instrumentation des formations et des savoirs trouve son fondement dans les montées du chômage, en France comme au Maroc. Il n'était donc pas inutile d'interroger, comme le fait E. Gérard, les représentations des études, des diplômes et de l'emploi, mais aussi les faits socio-économiques qui poussent les jeunes au départ. Quels sont les facteurs qui favorisent l'extension quantitative et la diffusion dans différents groupes sociaux de ces migrations étudiantes en France ? Ces causes sont autant à rechercher dans le système éducatif que dans le système de travail marocain.

Le Maroc connaît un marché du travail bloqué et, paradoxalement, à l'inverse de ce que connaissent les pays européens, ce sont les jeunes les plus diplômés qui endurent les plus forts taux de chômage (plus de 25 % pour 8 % des non-diplômés). Les marchés du travail traditionnels absorbent plus aisément la main-d'œuvre que le secteur moderne, qui a du mal à se développer ; l'emploi public est bloqué par le processus d'ajustement structurel, quand le secteur privé est atrophie. Les jeunes diplômés se sentent floués et s'organisent depuis déjà plus de dix ans sans que leur situation évolue. Le gouvernement et les médias dénoncent des formations inadéquates aux besoins économiques et, comme ailleurs, prônent la professionnalisation comme solution, sans que ses effets se fassent sentir. Alors, le départ est-il une fuite ? E. Gérard démontre que les jeunes – dont plus de la moitié arrivent en France détenteurs d'un diplôme de master ou plus – accordent du crédit au savoir et sont dans une démarche d'accumulation de

diplômes et de savoirs pour faire face au chômage et au déclassement ou s'en prémunir. La différenciation des trajectoires trouve son origine dans les stratégies d'ajustement au marché du travail marocain, dans les perceptions des rapports entre savoirs et emploi. Des trajectoires linéaires (le plus souvent vers un doctorat) visent plutôt la valeur symbolique du diplôme et des savoirs, des trajectoires cumulatives s'attachent à la valeur marchande des formations et visent l'emploi.

Dans un dernier chapitre, B. Kail aborde la question du retour, question difficile à cerner. Il existe peu de données fiables sur la question, aucune enquête n'ayant encore pu suivre une cohorte ou un panel jusqu'à la fin de son « insertion » au Maroc ou ailleurs. Tout comme Coulon, Ennafaa et Paivandi (2003 ; 2008), ces chercheurs ont pu interroger les cinq cents jeunes en formation sur leurs projets. Ces derniers sont encore flous, 28 % souhaitent rentrer au Maroc, 50 % n'en savent rien et 12 % pensent rester en France. Pour compléter, B. Kail a retrouvé au Maroc une quarantaine d'anciens étudiants lauréats d'un diplôme étranger. Certains sont rentrés par défaut, ils n'ont pas trouvé de travail en France ou se sont heurtés à l'administration française pour obtenir une carte de séjour. D'autres sont rentrés pour raisons familiales. Mais une majorité a pris conscience des opportunités du marché du travail marocain et de la valeur de leur diplôme sur un marché du travail moins concurrentiel. C'est le plus souvent un faisceau de facteurs qui concourent au retour, dont les aspects identitaires et culturels ne sont bien sûr pas exclus. B. Kail distingue quatre figures, quatre types idéaux qui rejoignent ceux avancés dans le chapitre 3 par E. Gérard et L. Proteau.

Les individus du premier groupe, d'origine sociale aisée, ont acquis des diplômes d'ingénieurs ou de troisième cycle ; ils s'intègrent facilement grâce à leur réseau social. Le deuxième groupe comprend des jeunes héritiers sans tradition migratoire ; ils ont privilégié également les cursus cumulatifs. Dans le troisième groupe d'individus, les jeunes des classes moyennes sont plus présents au sein des cursus de sciences humaines ; ils ont acquis des diplômes moins rentables, souvent grâce à une bourse, et rentrent au Maroc après avoir accumulé les petits boulots en France. Enfin, dans le dernier groupe, on

retrouve « l'avant-garde » précédemment décrite, dont les conditions de vie en France sont les plus difficiles et les diplômes moins aisément monnayables sur le marché du travail. Les deux premiers groupes visent les multinationales et des salaires de haut niveau, les deux autres cherchent plutôt à rejoindre la Fonction publique. Le diplôme, tout comme le contexte économique, façonne des trajectoires différenciées, mais aussi une certaine amertume quand les situations et les salaires ne correspondent pas à des aspirations élaborées dans un autre contexte. Globalement, B. Kail constate que la mobilité pour études et l'acquisition de diplômes étrangers facilitent l'insertion et la mobilité professionnelle et sociale. Il s'agit pour autant d'un petit corpus d'entretiens et, plus globalement, d'une faible part de la population qui se presse sur le marché du travail marocain.

Cet ouvrage collectif témoigne d'une connaissance approfondie du Maroc et de son organisation socio-économique. Il a ainsi le mérite de mettre en perspective une population en mobilité pour études et le terreau qui l'a produite. Départs mais aussi retours contextualisés confèrent à l'analyse une profondeur que l'on rencontre rarement dans les analyses des mobilités étudiantes qui restent encore peu nombreuses et parcellaires en France. On retiendra la diffusion de cette mobilité hors des classes sociales les plus privilégiées. De même que l'importance des trajectoires scolaires familiales dans la conduite de celles des

nouvelles générations, le poids d'une formation à la française dans la préparation au départ et à la réussite des études en France, et la percée des études féminines à l'étranger, même si elles sont plus cadrées que celles des hommes. On notera encore la capacité des jeunes marocains à s'ouvrir et à éviter de rester entre soi, comme le font les Chinois ou les Sud-Américains à l'étranger (Agulhon, 2008), la valeur symbolique accordée aux études et aux diplômes étrangers, mais aussi leur relative efficacité sur un marché du travail marocain pourtant restreint pour les diplômés. Enfin, cette circulation internationale nous est présentée dans ses aspects les plus favorables, il ne faut cependant pas oublier les embûches, les difficultés financières, matérielles et sociales que représentent ces mobilités pour nombre d'étudiants dont les devenir professionnels en France et au Maroc ne sont pas assurés. La qualité du travail de terrain dans cet ouvrage est indéniable, il connaît malgré tout les mêmes limites que d'autres enquêtes. En effet, quel que soit le mode de collectes des données, celles-ci décrivent un processus inachevé sur une population partielle et ne peuvent renseigner sur les taux de réussite dans les études ou sur l'insertion professionnelle en France ou au Maroc, ce qui limite quelque peu leur portée. Les effets des mobilités internationales sur les trajectoires étudiantes ne sont donc pas entièrement dévoilés par cet ouvrage, qui ouvre davantage une voie de recherches qu'il ne la clôt.

Référence de l'ouvrage

Étienne Gérard (dir.) Ronan Balac, Bénédicte Kail, Éric Lanoue et Laurence Proteau, (2008), *Mobilités étudiantes sud-nord : trajectoires scolaires de Marocains en France et d'insertion professionnelle au Maroc*, Éditions Publisud.

Bibliographie

Agulhon C. (2008), *Les étudiants étrangers à Paris. Entre affiliation et repli*, Rapport pour le service de recherche de la Mairie de Paris, octobre.

Coulon A. & Paivandi S. (2003), *Les étudiants étrangers en France. État des savoirs*, Rapport pour l'OVE (Observatoire de la vie étudiante), Paris 8.

Ennafaa R. & Paivandi S. (2008), *Les étudiants étrangers en France*, Paris, La Documentation française, « Panorama des savoirs ».

Vinokur A. (2008), « De la mobilité des cerveaux », *Formation Emploi*, n° 103, pp. 9-21.